

## LE SOCIALISME EN ALLEMAGNE DEPUIS 1914.

Intro° : Unis par l'objectif de corriger les inégalités provoquées par le capitalisme et le libéralisme, les socialistes sont cependant divisés sur la question de la voie à suivre pour atteindre ce but. Depuis les débuts de l'industrialisation cette idéologie défendant les prolétaires, est partagée entre Réformistes, partisans d'une action dans le cadre de la démocratie ; et Révolutionnaires rejetant toute coopération avec le pouvoir jugé bourgeois. Malgré ces différences, les partis de l'ADAV et du SDAP avaient réussi à trouver un compromis en 1875 pour unir leurs forces contre le Chancelier Bismarck et former le SPD en 1891. Mais cette unité fragile avait montré ses limites sur la question de la position à tenir face à la montée des tensions à la veille de la grande guerre.

Nous pouvons de la sorte nous demander comment le Socialisme et ses différents courants se sont positionnés face aux grands événements du XXe siècle ? Mais aussi, comment l'Histoire de ce siècle, marquée par deux guerres mondiales, la montée du Nazisme, la guerre froide et la désindustrialisation de l'Europe occidentale, a influencé cette idéologie ?

Pour comprendre ces évolutions, nous analyserons tout d'abord les années 1914 à 1945, période durant laquelle la social-démocratie a connu son apogée mais a aussi dû faire face à des menaces externes et internes. Nous nous pencherons ensuite sur la guerre froide pour voir comment cet affrontement idéologique a marqué l'Histoire des différents courants socialistes. Et enfin, nous essayerons de comprendre comment cette idéologie s'est adaptée au nouveau contexte économique et social depuis les années 1990.

La 1<sup>ère</sup> GM fût le 1<sup>er</sup> conflit sur lequel les Socialistes ont dû se positionner. Ils furent partagés entre l'idée de soutenir l'Union Sacrée face à la France et la Russie, et l'appel au Pacifisme et à l'union des Prolétaires face à la Bourgeoisie. Le Patriotisme l'emporta mais ne fit pas l'unanimité. Une partie des socialistes restait hostile au conflit. Leur opposition provoqua une rupture importante lorsqu'ils fondèrent en 1917 l'USPD et se positionnèrent contre ce conflit.

La sortie de guerre amplifia cette rupture. L'USPD et son aile gauche, les « Spartakistes », refusèrent de soutenir la jeune république de Weimar et tentèrent une Révolution pour prendre le pouvoir. Le SPD au pouvoir dû mater cette révolution lors de la « semaine sanglante » avec l'aide des militaires et des élites traditionnelles. Les Réformistes se coupèrent durablement des Spartakistes qui avaient fondé le parti communiste : le KPD.

Cette fracture eut de conséquence sur la pl tq des années 20 et 30. Malgré des avancées sociales importantes sur les conditions de travail grâce aux accords Stinnes-Legien, les courants socialistes ne résistèrent pas face à la montée du NSDAP. Ils ne parvinrent pas à réaliser une unité pl tq face au parti d'Hitler qui accéda au pouvoir en 1933, interdit le KPD à la suite de l'incendie du Reichstag, et interdit tous les partis en Juillet. Le SPD avait bien tenté de survivre dans ce contexte en écartant ses propres dirigeants de confession juive et en soutenant quelques lois. Mais cela ne permit pas d'éviter les internements dans les camps de concentration. Il ne restait donc plus que la résistance ou l'exil.

Les divergences de positions face aux grands événements de ce premier XX em siècle ont donc provoqué une quasi-disparition des Socialistes en Allemagne. Mais cette idéologie s'est redéveloppée à la faveur de la défaite nazie et les débuts de la guerre froide.

La création de deux Etats Allemands en 1949 a eu des conséquences sur le Socialisme en Allemagne. Le courant révolutionnaire, mené par le KPD, a imposé le communisme en RDA. Le SPD et le KPD ont fusionné pour donner naissance au SED qui a mis en place un régime autoritaire lançant le pays sur la voie de l'industrialisation, de la collectivisation, mais aussi sur celle du contrôle de la population avec la STASI, et de l'embrigadement. Malgré son discours officiel en faveur du Prolétariat, le régime n'a pas hésité à dégrader leur condition de travail et à réprimer toute contestation ouvrière comme en Juin 1953. Le mur de Berlin symbolise aussi ce régime qui n'a pas su éviter les pénuries, ni obtenir le soutien de sa population préférant souvent fuir vers l'Ouest loin de la répression.

En RFA, le SPD a eut du mal à traverser les années d'après guerre et les débuts de la guerre froide. En 1959, l'abandon de la doctrine Marxiste au congrès de Bad-Godesberg lui permit cependant de place Willy Brandt puis Helmut Schmidt à la Chancellerie. Ce qui a permis au parti de prolonger et d'étendre des lois sociales, notamment

celles sur la cogestion. En favorisant le dialogue entre représentants du personnel, dirigeants et actionnaires, ces lois ont favorisé la croissance économique, participant ainsi au « miracle allemand ».

Le communisme a aussi existé en RFA. Sous sa forme la plus radicale, « la Bande à Badeer » a réalisé des attentats et enlèvements pour contester la social-démocratie et tenter une révolution. Sans influence réelle ce mouvement a disparu avec la répression contre ses dirigeants et militants.

La division de l'Allemagne a donc permis aux deux courants socialistes de s'installer au pouvoir de ces deux états. Mais la défaite du modèle communiste a aussi entraîné la chute du communisme en RDA. Il faut en effet considérer que la réunification de l'Allemagne est plus une absorption de la RDA par la RFA.

La défaite du communisme a aussi discrédité l'idéologie Socialiste dans l'Allemagne réunifiée. C'est ainsi le dirigeant de la CDU, Helmut Kohl qui dirige l'Allemagne jusqu'en 1998. Les socialistes du SPD ont eut besoin de se coaliser avec les écologistes de plus en plus populaires, pour remporter les élections de 1998.

Mais ce gouvernement a dû faire face à la montée des difficultés économiques et la montée du chômage des années 2000. Des réformes pragmatiques sont mises en place pour lutter contre cette crise. Ainsi les lois Hartz libéralisent les conditions de travail et réduisent la protection sociale. Cette remise en cause des valeurs de gauche a provoqué l'indignation du monde ouvrier et des syndicats. Cette évolution de l'idéologie s'est une nouvelle fois constatée lors de la campagne de 2002 où le Chancelier Schröder a défendu un programme plus libérale, confirmant le déplacement du SPD, vers le centre de l'échiquier ptq.

Cette crise d'identité a causé la défaite du SPD en 2005 lors de la victoire de la CDU d'Angela Merkel. Depuis de nombreux militants se sont détournés du SPD, préférant rallier Die Linke, un parti naissant, basant son discours sur le renouvellement des valeurs de la gauche. Les élections de 2009 ont été marquées par des résultats montrant le succès naissant de ce parti (12%).

## CCL°

Potentielles sources d'unité, les grandes menaces du XXem siècle ont pourtant plus créé des fractures entre les différents courants du socialisme. Les tentatives d'unité affichées au congrès de Gotha sont restées lettres mortes face aux conflits mondiaux, la montée du Nazisme, la guerre froide, et la crise éco. Ces événements ont souvent provoqué des évolutions idéologiques sur les deux courants. Ils ont pût les inciter à se radicaliser pour affirmer leur position (c'est le cas du KPD qui refuse toute alliance face au Nazisme), ou au contraire les amener à nuancer leur discours pour s'adapter aux nouveaux enjeux (comme le montre le congrès de Bad-Godesberg, ou les lois Hartz).

Nous pouvons nous demander maintenant si ces évolutions ont durablement discrédités ces idéologies aux yeux des électeurs qui ont pût y voir des formes de conservatisme rigide ou des formes de laxisme face à des enjeux majeurs.

## LES MEMOIRES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE DE 1945 AUX ANNEES 70.

Mémoires et Histoire ont des rapports complexes. Les mémoires sont en effet un objet de travail pour les Historiens pour leur permettre de reconstituer scientifiquement les faits du passé. Mais ces mémoires sont aussi plurielles et peuvent s'opposer entre elles. Elles sont aussi subjectives et peuvent servir les intérêts d'individus, de groupes, d'Etats. Elles peuvent donc rentrer en conflit avec la construction de l'Histoire, qui elle se doit d'être objective et détachée de toute passion partisane. En ce qui concerne la seconde guerre mondiale, ces rapports complexes sont exacerbés du fait que la période 39-45 a été traumatisante pour la France et les Français. Traumatisante, du fait de l'abandon des valeurs républicaines par une partie des Français, provoquant une rupture de l'unité nationale ; mais aussi à cause de la situation d'occupation et des crimes commis par le régime de Vichy et l'occupant Nazi. Les enjeux liés à la construction de la mémoire se manifestent dès la Libération en 1944, où les épurations sauvages témoignent de l'ampleur des traumatismes provoqués par cette période. Dès ces premiers instants une mémoire officielle se met en place. Défendant des intérêts propres, elle oublie et interprète les événements selon des objectifs ptq.

Ainsi, nous pouvons nous demander quels ont été les objectifs des différentes mémoires de la Libération aux années 70 ? Période durant laquelle la mémoire juive, et celle de la collaboration, prennent une nouvelle place dans le paysage mémoriel français.

Pour cela nous analyserons les mémoires des années 44-45 au déclin des idéologies gaullistes et communistes durant les années 60. Puis nous essayerons de comprendre les raisons de l'émergence progressive d'autres mémoires à partir des années 60 aussi.

Au sortir de la 2<sup>nde</sup> GM, la mémoire qui domine peut être qualifiée de mémoire résistancialiste. Les deux principales forces qui sortent grandiées de ce conflit, à savoir les Gaullistes et les Communistes, entretiennent l'image d'une France unanimement résistante. En entretenant ce mythe, de Gaulle (chef du gouvernement provisoire) a pour objectif de refonder l'unité nationale autour d'un passé glorieux, mais fantasmé. Ce discours a permis aussi de placer la France du côté des vainqueurs, alors qu'elle était occupée ou collaboratrice depuis 1940. Cette mémoire officielle permettait de plus, de consolider sa place en tant que chef d'un état indépendant alors que les Alliés s'étaient posé la question de l'occupation américaine de la France après sa Libération. Elle n'a cependant pas empêché la mise en place d'une épuration légale. Les tribunaux ont en effet jugés et condamnés des collaborateurs et collaborationnistes.

Ce mythe a aussi été entretenu par le PCF qui se présentait comme le parti de 75 000 fusillés. Cette mémoire cherchait ainsi à faire oublier le pacte Germano-soviétique signé entre les ministres des affaires étrangères de Staline et Hitler. Ce discours a contribué à faire du PCF l'un des premiers partis de France dans les années d'après guerre.

Ces premières années voient aussi se développer un conflit entre différentes mémoires autour de la place et du rôle du Maréchal Pétain. Celui-ci était parfois présenté comme le héros de Verdun qui a atténué les souffrances de l'occupation. Ce mythe du bouclier est ainsi défendu par l'Historien Robert Aron dans la France de Vichy et des associations pour la réhabilitation du Maréchal. La mémoire officielle a préféré le ranger du côté des collaborateurs en le condamnant à mort, commué en peine de prison à perpétuité. L'attitude de de Gaulle illustre ces hésitations de la mémoire. S'il considérait bien Vichy comme « nul et non avénu », il a regretté l'absence de grâce présidentielle après sa condamnation à perpétuité.

La mémoire de la Libération aux années 60 se caractérise aussi par un refoulement de la mémoire des déportations juives. Cette attitude est illustrée par la censure exercée sur le documentaire Nuit et Brouillard. L'Etat a en effet du mal à accepter cette mémoire qui écorne l'image de la France, dont les autorités ont participé au Génocide. La société civile a aussi du mal à entendre les témoignages de déportés comme Simone Weil, car elle a du mal à imaginer l'ampleur et les mécanismes de ce massacre.

La mémoire des années d'après guerre préfère donc parler de Buchenwald (camps de déportés pltq), plutôt que d'Auschwitz (camps de déportés raciaux). Cette pltq mémorielle trouve son aboutissement en 1964, lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon. Le discours d'André Malraux, très gaulliste, est écouté en direct dans la plupart des écoles de France.

Mais cette mémoire a connu des évolutions majeures après les années 60. A partir de 1961, la mémoire juive et celle de la Shoah émerge. C'est à cette date que le procès d'Eichmann révèle au monde l'horreur et l'ampleur du génocide juif. En utilisant de nombreux témoignages, le procureur a donné une réalité à cet événement. Il a aussi permis d'expliquer pourquoi la mémoire juive s'était pendant longtemps tue. Ce procès a été relayé en France par les procès d'autres collaborateurs comme Paul Touvier. Ces procès permettent ainsi à la société de mieux connaître des pages plus sombres de l'Histoire de France.

Cette mémoire de la Shoah a été entretenue par des associations de déportés ou des fils de déportés comme les époux Klarsfeld qui se sont efforcés de traquer des criminels nazis pour les faire comparaître devant la justice.

La mémoire a évolué aussi grâce au travail de certains historiens comme Robert Paxton qui apporte un nouveau regard sur la collaboration. Son Histoire de Vichy paru en 1973 et réalisé à partir d'archives allemandes montre que Pétain et Laval ont souvent anticipé, voire dépassé les ordres de l'occupant. Le mythe du bouclier est

aussi mis à mal par les chiffres des réquisitions en matériels qui montrent, selon lui, que la France a connu des conditions de collaborations plus pénibles que de nombreux pays.

La production cinématographique diffuse aussi cette mémoire d'une France plus nuancée pendant les années d'occupation. Des films comme Lacombe Lucien, ou le Chagrin et la Pitié présentent la Résistance comme un phénomène très minoritaire, et affirment que la majorité des Français étaient attentistes.

L'émergence de ces mémoires est facilitée par le contexte pltq. La fin des années 60 est marquée par la perte de popularité du parti communiste après la répression du printemps de Prague. Mais aussi par le recul des idées gaullistes, comme l'illustre Mai 68.

Ainsi, la diffusion de nombreuses mémoires par l'Etat, les partis, les associations, les artistes, a longtemps ralenti l'écriture de l'Histoire de la seconde guerre mondiale. Jusqu'aux années 60, domine une pltq mémorielle qui semble s'efforcer d'oublier ce qui la dérange : Vichy, le Génocide ; et d'exagérer ce qui lui est utile : le Résistance. Les années 60-70 ont vu le développement d'une mémoire plus nuancée et moins héroïque, mais qui a eu tendance à sombrer parfois dans l'excès inverse en présentant la majorité des Français comme des collaborateurs ou des lâches. Elle a cependant permis de faire émerger l'idée d'un « Devoir de Mémoire », sans pour autant régler tout les débats sur cette période de l'Histoire : le Négationnisme, la repentance, ...